

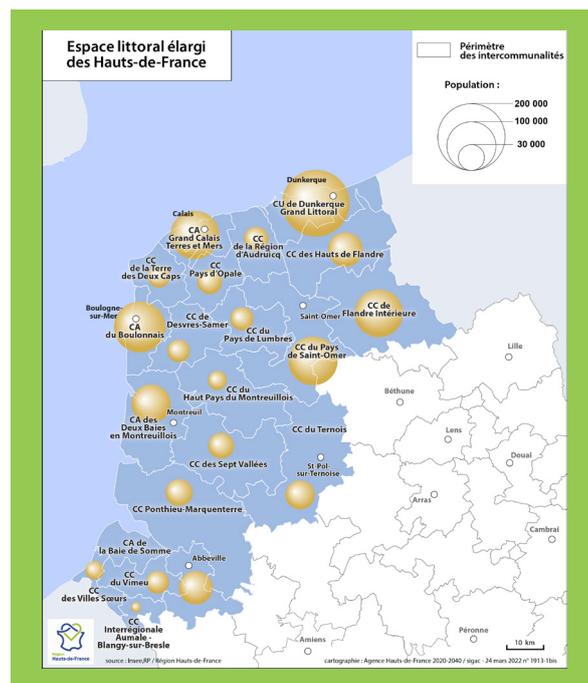
Développement économique et attractivité du littoral Hauts-de-France : Entre richesses liées à la mer, ressources touristiques et enjeux de vulnérabilités

Introduction

La façade littorale des Hauts-de-France s'étend sur 210 km et forme avec la Normandie la façade maritime Manche-Est-Mer du Nord, l'une des 4 façades de déclinaison de la Stratégie nationale pour la mer et le littoral. Un des objectifs majeurs des politiques publiques locales menées en Hauts-de-France vise à accompagner les territoires pour accroître leurs capacités de résilience.

La rencontre du 1^{er} mars 2022 est l'occasion d'échanger sur les stratégies de développement du littoral des Hauts-de-France et ce, dans un contexte de transitions accélérées par des bouleversements structurels d'ordre climatique, environnemental ou numérique et également par la crise sanitaire ou encore par le Brexit.

Dans un premier temps, l'Insee et l'Agence Hauts-de-France 2020-2040 présentent des éléments de cadrage relatifs à l'espace élargi du littoral. Puis, le Comité Régional de Tourisme et des Congrès Hauts-de-France expose les évolutions du tourisme à l'échelle macro-économique et les enjeux pour l'économie touristique du littoral. Cette approche est complétée par une analyse portant sur les évolutions et perspectives du tourisme en période de pandémie par le Laboratoire de Recherche Sociétés et Humanités Hauts-de-France. L'Insee intervient ensuite sur les emplois directs dans les ports du littoral au sein du cluster maritime, caractérisé par une complémentarité d'activités, puis les enjeux socio-économiques de la filière « produits aquatiques » sont appréhendés par la CCI Littoral Hauts-de-France. La Délégation Générale au Développement de l'Axe Nord et Norlink nous font part de l'état d'avancement des réflexions en matière de valorisation économique des opportunités portuaires et logistiques régionales, puis l'outil d'observation et de gestion du foncier économique dans l'arrondissement de Boulogne-sur-Mer, WEBSIG, est présenté par Boulogne-sur-Mer Développement Côte d'Opale. Enfin, la DREAL rappelle la nécessaire préservation des ressources et l'adaptation aux risques naturels au sein des zones littorales.



Chiffres-clés

Population ■ **20** EPCI, 800 communes



■ **1 109 500** habitants (2018)

■ **41,2 ans** âge moyen (Hauts-de-France : 39,6 en 2018)

Emploi



■ **388 200** emplois sur le territoire (2018) : - 4 % en 10 ans et 1/5 des effectifs du tourisme régional

■ **+2 %** en 10 ans : Un niveau de chômage qui augmente

■ **12,7 %** des actifs travaillent hors du territoire : +1,7 % en 10 ans

L'espace élargi du littoral des Hauts-de-France : quelques éléments de cadrage

(L. LEROUX, INSEE – G. MARLIER, AGENCE HAUTS-DE-FRANCE 2020-2040)

Espace à enjeu du SRADDET « Diffuser l'économie maritime », en cohérence avec le Livre bleu du CESER Hauts-de-France, l'espace littoral élargi représente 18,5 % de la population régionale et 17,2 % de la richesse économique régionale. C'est la deuxième façade portuaire française avec plus de 120 millions de tonnes de trafic et 210 km de façade maritime soit 23 % de la superficie du territoire régional.

Trois ports se distinguent au niveau national : Boulogne-sur-Mer, 1^{er} port de pêche, Calais 1^{er} port de frêt ferroviaire, et Dunkerque, 1^{er} pôle ferroviaire.

L'espace littoral met en évidence les articulations entre économie productive et économie présidentielle sur un territoire où 15,85 milliards d'euros de richesse sont dégagées par les établissements. La sphère présidentielle pèse davantage dans la richesse économique du Montreuillois ou de la région d'Audruicq. La captation de richesses via les flux de masse salariale est très forte dans l'arrière-pays du nord de cet espace. Alors que les façades sud et ouest métropolitaines sont en pleine croissance démographique, l'espace littoral élargi des Hauts-de-France apparaît moins dynamique en termes d'évolution

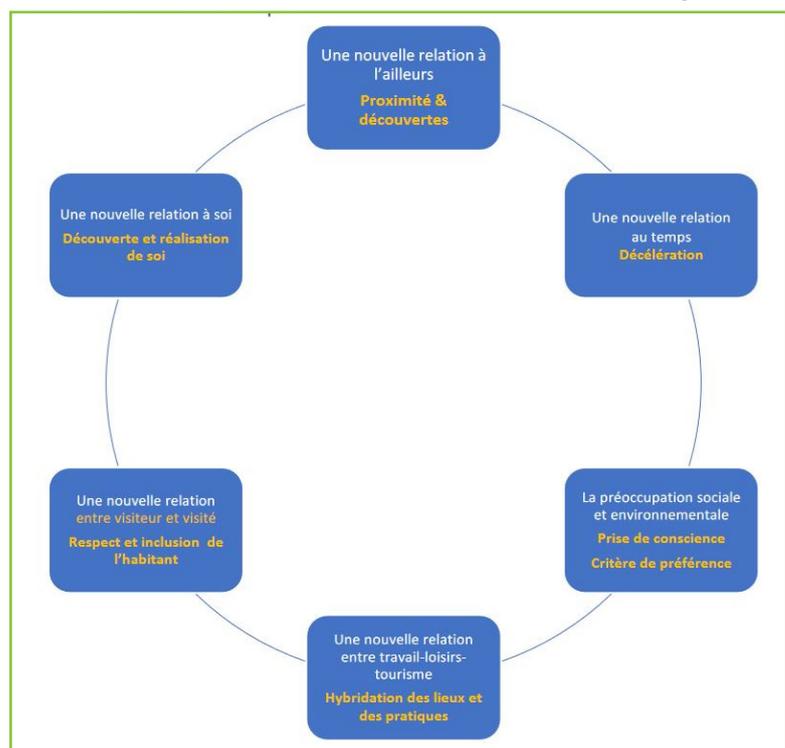
de la population ces dernières années après une croissance vive connue entre 1975 et 1990.

Le littoral est au cœur d'enjeux de transition démographique avec notamment un vieillissement démographique (impliquant des besoins accrus en silver-économie), des tensions sur les marchés locatifs de l'habitat (14 % de résidences secondaires au cœur du littoral). Par ailleurs, les territoires de cet espace sont confrontés, à des degrés divers, à différentes vulnérabilités économiques, sociales, technologiques et surtout climatiques.

Les évolutions du tourisme et enjeux pour le littoral (JP. GOLD, CRTC HAUTS-DE-FRANCE)

Face aux évolutions sociétales, économiques, climatiques, migratoires et politiques et au regard des attentes des visiteurs, amplifiées par la crise sanitaire, le secteur touristique doit conjuguer rupture avec le quotidien, ressourcement, renforcement des liens, mais aussi désormais rassurance sanitaire, respect des environnements naturels et culturels, réalisation de soi, résultats en termes de transformation. L'économie touristique a quitté les économies de position et d'univers prévisibles pour des économies d'environnements dans des univers chaotiques incertains. La mutation de l'offre régionale à travers l'évolution de la valeur de l'offre s'articule autour de cinq axes : hybridation et personnalisation de l'offre, un besoin renforcé d'émotions esthétiques et de bienveillance, d'aménités du territoire ; garantir l'expérience diversifiée d'harmonie avec la nature, transition environnementale et inclusion sociale, passer du territoire et des infrastructures aux expériences emblématiques segmentées.

Les évolutions à l'échelle macro-économique



Le tourisme en période de pandémie, évolutions et perspectives

(S. PETIT, LARSH)

Par rapport à 2019, la pandémie de COVID 19 a généré en France, une baisse des arrivées touristiques d'environ 82 % en 2020 et d'environ 72 % en 2021. La baisse des recettes est de 50 % en 2020 et de 40 % en 2021, alors que le tourisme représente environ 7 % du PIB français. La France, première destination mondiale, dépend peu des touristes internationaux à la différence de l'Italie et de l'Espagne par exemple.

Face à cette crise sanitaire, les systèmes d'évaluation ou de modification des séjours ont été revus, ainsi que la promotion en mixant accueil et sécurité sanitaire, de même pour les labels et les chartes sanitaires.

Un programme de recherche entre l'Université Littorale Côte d'Opale, l'Agence Nationale de la Recherche et la Région Hauts-de-France, a concerné 418 hôtels classés de la région avec une double problématique sur

les principaux moteurs dans le choix ou non pour un hôtelier d'adopter une charte ou un label et si ces derniers influencent les décisions de tarification. Les établissements interrogés ont considéré le classement des hôtels comme déterminant dans le choix ou non d'une charte COVID ou d'un label. La certification sanitaire ne génère pas de primes tarifaires, parfois les fait baisser, mais accélère la reprise des réservations et améliore le taux d'occupation.

Paroles d'acteurs :

« **Sur** les projets de mise en valeur du patrimoine naturel, il existe désormais de la part des visiteurs une remise en cause que l'homme puisse maîtriser la nature »

Paroles d'acteurs :

« **Les** itinérances douces (à pied ou à vélo) permettent à la fois de redécouvrir le territoire et pour les territoires ruraux, de développer une offre de service et de devenir les poumons verts des métropoles »

25 000 emplois directs dans les ports du littoral, une spécialisation pour chaque port

(Y. BAILLEUL ET L. LEFEBURE, INSEE)

Le maillage portuaire est dense au nord de la région mais son positionnement européen est en retrait avec 50 millions de tonnes échangés en 2017 à Dunkerque, contre 580 millions de tonnes à Singapour par exemple. Les ports fluviaux et les infrastructures logistiques des ports maritimes de Lille, Valenciennes et la plateforme Delta3 de Dourges, les conventions d'occupation temporaire

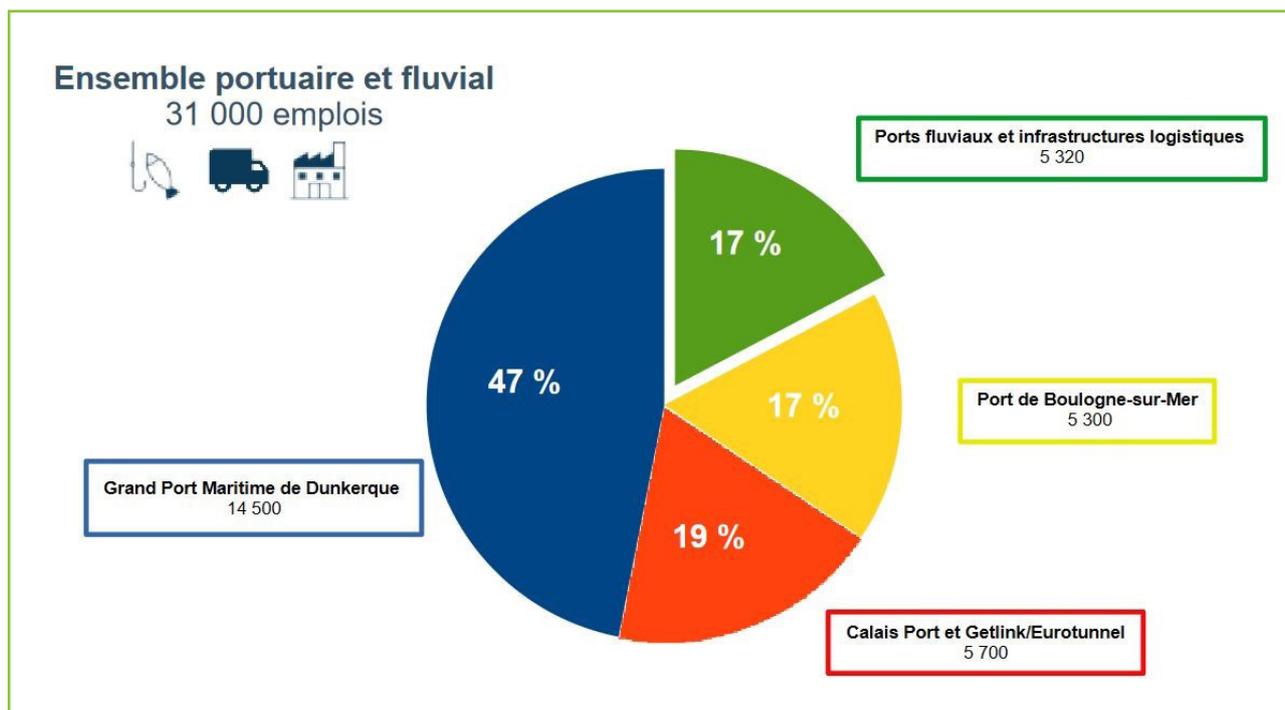
signées avec VNF forment une ossature majeure pour le déploiement du Canal Seine-Nord Europe.

Les clusters maritime et non maritime représentent respectivement 10 000 et 21 000 emplois.

Au sein de l'ensemble portuaire et fluvial, 47 % pour le port maritime de Dunkerque, 19 % Calais Port et Get-

link/Eurotunnel, 17 % pour les ports fluviaux et infrastructures logistiques, 17 % pour le port de Boulogne sur Mer. Quant au cluster maritime, 37 % des emplois concernent la transformation de poisson, la pêche et le commerce de poissons, suivis par la manutention et l'entreposage, l'affrètement (29 %).

La répartition des emplois au sein des ports de la façade maritime



La part des ouvriers dans les effectifs salariés en région représente 32 %, celle des femmes, 48 %.
La part des effectifs au sein des grandes entreprises est de 27 % et 16 % au sein des multinationales étrangères.

Les enjeux socio-économiques de la filière « produits aquatiques » de Boulogne-sur-Mer

(P. LABARRE, CCI LITTORAL HAUTS-DE-FRANCE)

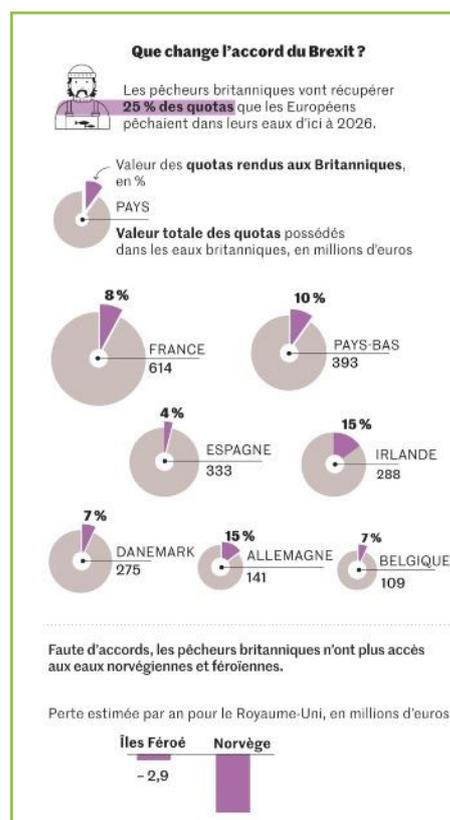
La filière « Produits aquatiques » de Boulogne-sur-Mer, regroupe 234 entreprises et 5 090 salariés.

La situation géographique du port est stratégique car à la réception des pays producteurs nordiques, du Royaume-Uni via le port de Calais et le tunnel sous la Manche et du grand import via le port de Dunkerque.

Le port est une plateforme leader en Europe pour la transformation et la commercialisation des produits aquatiques aux côtés de Vigo (Espagne), Urk (Pays-Bas), Grimsby (Angleterre) et Bremerhaven (Allemagne).

Les eaux britanniques représentent un enjeu important dans le contexte du Brexit avec, sur la période 2012-2016, 618 millions d'euros en valeur de pêche par la flottille de l'Union européenne vs 126 millions d'euros par le Royaume-Uni dans les eaux

de l'UE hors UK, expliquant les 95 % de pêcheurs britanniques pro-Brexit. Le CA total réalisé par la filière PA de BSM est de 2,5 milliards d'euros. 1/3 de l'activité est impactée par le Brexit : 830M€ et 1 500 emplois.



L'état d'avancement des réflexions en matière de valorisation économique des opportunités portuaires et logistiques dans les Hauts-de-France

(C. ARNAULT, DÉLÉGATION AXE NORD ET B. BREUX, CCI, COORDINATEUR DE LA FÉDÉRATION NORLINK)

Dans le cadre du CIMER 2018, une nouvelle stratégie nationale logistique et portuaire partagée entre l'État, les régions et les acteurs économiques a été définie et un conseil de coordination inter portuaire a été constitué aux côtés de l'association interportuaire-Norlink pour une alliance institutionnelle et commerciale.

Les études relatives aux opportunités short sea pour les ports maritimes et la valorisation des flux de transit ont mis en évidence des situations et des enjeux différenciés selon chaque type de flux.

Les potentiels short sea Nord Europe se caractérisent par une stratégie offensive où les enjeux portent sur les trafics connexes (les capter et les détourner) et sur la fonction d'arrière port du Range Nord (à développer et

à assumer ?) avec un potentiel annuel estimé à 55MT pour les îles britanniques et 40MT pour l'ensemble Russie, Finlande et Suède, dans un contexte passé de croissance continue et vers une probable poursuite modérée.

Les perspectives d'évolution sont envisagées sur la base d'une stratégie logistique concertée vers une articulation des territoires au service de l'hinterland proche, le cœur économique du triangle Lille Arras Valenciennes, la MEL et le bassin minier ; l'axe « intérieur » de transport et le sud des Hauts-de-France, l'Oise et le sud de l'Île-de-France.

L'étude portant sur le foncier logistique bord à canal ou connecté au réseau ferré dans les Hauts-de-France répond à une demande gouverne-

mentale faisant suite au rapport Hémar-Daher (septembre 2019) afin de définir un cadre de référence et bâtir une vision partagée avec les collectivités et le monde économique. Afin de construire une stratégie foncière à l'échelle de l'axe au regard du foncier disponible à l'horizon 2030, une cartographie du foncier logistique bord à voie d'eau et bord à voie ferrée, des échanges avec les collectivités et le recueil des besoins des acteurs économiques ont permis notamment d'identifier cinq grandes zones de concentration : le littoral et l'hinterland, la Métropole et le bassin minier, l'Escaut/Hainaut, la vallée de l'Oise, la Somme et le nord de l'Aisne.

L'Outil d'observation et de gestion du foncier économique dans le Boulonnais

(L. DESATIS, BOULOGNE-SUR-MER DÉVELOPPEMENT CÔTE D'OPALE)

Agence d'attractivité, d'urbanisme et de développement économique Boulogne-sur-Mer Développement et le réseau régional des agences d'urbanisme Urba8 ont créé des outils opérationnels afin de répondre aux besoins d'implantation ou de développement des entreprises :

Un outil de gestion de commercialisation des zones d'activité, un outil WEBSIG mis à jour en temps réel et

une cartographie accompagnée d'une description des zones d'activités.

Dans le contexte du Zéro Artificialisation Nette et face à la raréfaction du foncier dans le Boulonnais, quatre pistes de travail ont été définies : optimisation du foncier sur la zone industrielo-portuaire de Capécure, réhabilitation de friches, densification de parcelles, travail sur le foncier diffus.

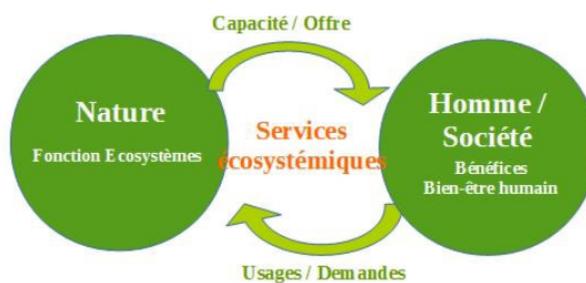
Évolutif, cet outil étudie les zones d'activités économiques intercommunales et par site hors zones d'activités, envisage des ajouts au WEBSIG selon les besoins et prévoit trois niveaux de diffusion : grand public, collectivités et un groupe d'acteurs économiques restreint.

La nécessaire conciliation avec la préservation des ressources et l'adaptation aux risques naturels

(MP. ROUSSEAU, DREAL)


**PRÉFET
DE LA RÉGION
HAUTS-DE-FRANCE**
*Liberté
Égalité
Fraternité*

Et l'économie de la nature ...



Les services écosystémiques de la région (matrice des capacités) pris en compte dans les évaluations des incidences sur l'environnement dans le cadre des schémas, plans, programmes et projet ont fait l'objet de deux publications récentes, complétées par une boîte à outils « Éviter-Réduire-Compenser »

<http://www.erc-hdf.fr>

Ces initiatives illustrent le devoir de préservation des ressources littorales face aux pressions de l'homme (forte densité de population, urbanisation, infrastructures industrielles et portuaires, activités de loisir et de tourisme) et de la nature (érosion du trait de côte, submersion marine,

inondations continentales) et le devoir d'action basé sur des solutions à trouver avec l'aide de la nature par tous et pour tous.



Pour conclure, Monsieur Labit, adjoint au SGAR, souligne le dilemme auquel sont confrontés les acteurs publics, entre l'envie de développer et de partager ce littoral d'exception et la responsabilité de le protéger et le préserver.

Monsieur Labit souhaite s'arrêter sur trois enjeux en lien avec les sujets abordés :

- Tout d'abord celui d'un enjeu sanitaire à associer aux enjeux du secteur du tourisme dont le marché a besoin de redéfinir son offre et de se repositionner. Des travaux complémentaires pourraient compléter

l'approche marketing ici présentée, portant sur l'analyse quantitative et qualitative des activités touristiques du territoire et de ses visiteurs.

- Concernant l'économie portuaire, l'enjeu porte sur les conséquences du Brexit, en particulier sur le secteur de la logistique. Selon Monsieur Labit, nous sommes dans un tournant avec de belles opportunités sur ce secteur de développement économique et d'infrastructures. En parallèle, l'université du Littoral et l'IFREMER (l'Institut Français de Recherche pour l'Exploitation de la Mer) mènent des projets de recherche

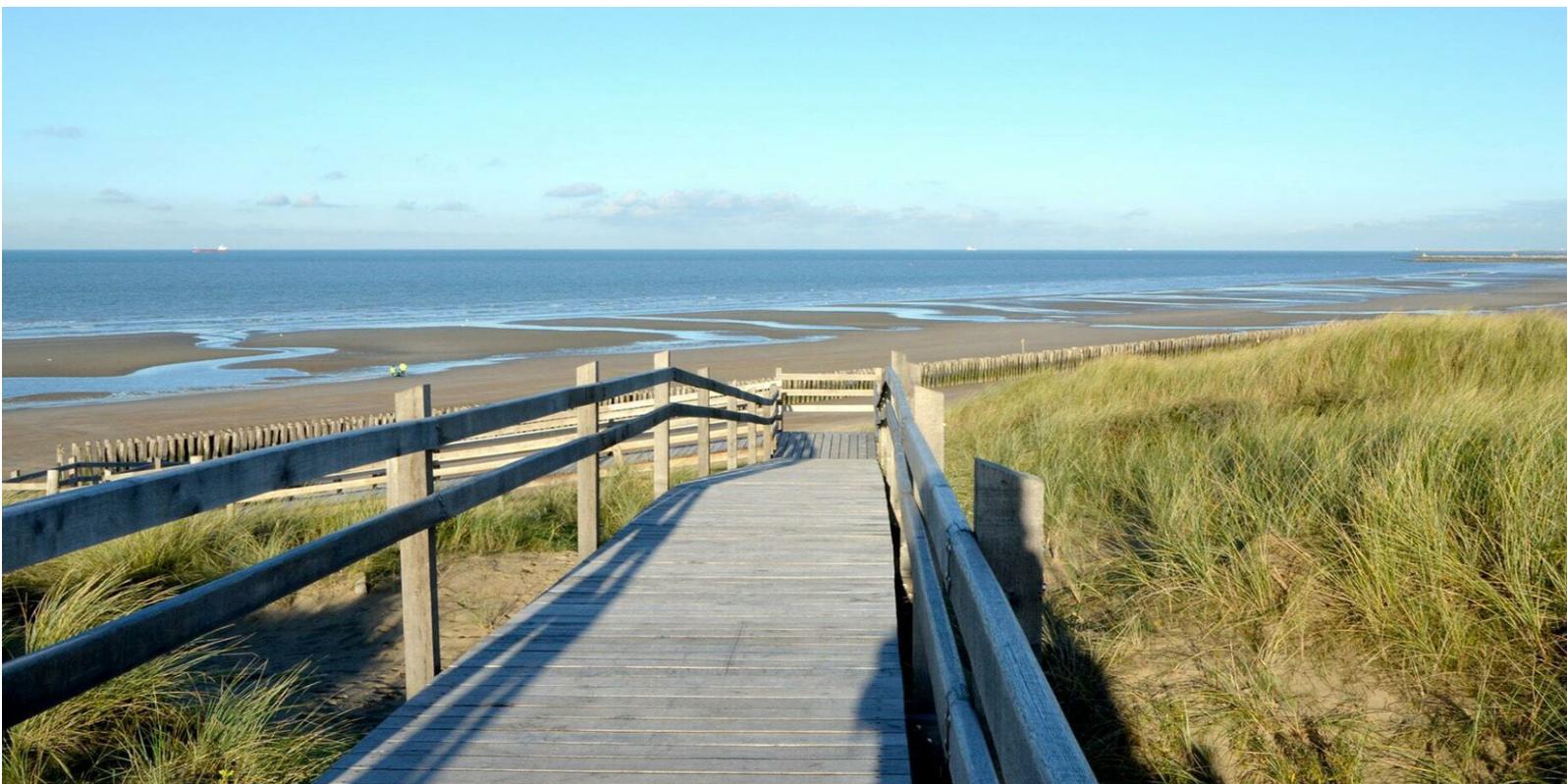
qui alimentent très positivement la connaissance des enjeux liés aux transitions écologiques et énergétiques.

- Enfin, sur les questions autour du patrimoine, le réchauffement climatique (loi Climat et résilience) aura des conséquences non négligeables pour le million d'habitants du territoire.

Pour mettre en commun la connaissance et faire converger les stratégies des territoires, la plateforme GEO de France est un projet intéressant qu'il faut investir plus largement.

Pour en savoir plus, retrouvez les présentations en ligne :

<http://piver-hauts-de-france.org/?meeting=a-vos-agendas-11e-rencontre-territoriale-le-littoral-des-hauts-de-france>



Retrouver l'actualité de PIVER :

www.piver-hauts-de-france.org

contact@piver-hauts-de-france.org



[@piver_hdf - https://urlz.fr/8UWz](https://urlz.fr/8UWz)

